

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION
N° 2026/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 2026 RELATIF
A L'EQUIPEMENT DE LA SALLE DE L'OMC. -

1. OBJET DE LA DEMANDE DE COTATION

Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du gouvernement de la république du Cameroun, un Avis de Consultation pour une Demande de Cotation relative à l'équipement de la salle de l'OMC.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent Avis de Consultation pour la Demande de Cotation comprennent notamment, la fourniture de :

N° D'Ordre	Désignations	Quantités
1	Ordinateur tout en un en Freedos	04
2	Imprimante HP Laserjet pro M404dne	04
3	Régulateur de tension Light wave	04
4	Bloc Multiprise Parafoudre, puissance 3500W, 16A, 230V	04
5	License Windows 11 professionnel 64 bits à installer et. activer lors de la réception technique	04
6	License Microsoft Office 2021 professionnelle	04
7	Kaspersky Internet Security plus 4 postes	04
8	Solution Internet Satellitaire avec abonnement de trois (03) mois	01
9	Climatiseur Mural Split avec Unité Extérieur plus installation sur site	01

3. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation à la présente Demande de Cotation est ouverte, à égalité de conditions aux entreprises de droits camerounais installées sur le territoire national et ayant une expérience avérée dans la fourniture de ce type de prestation.

4. FINANCEMENT

Les prestations objet de la présente Demande de Cotation sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère du Commerce pour le compte de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 60 21 240 33 200000 10411524410

5. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est exclusivement en ligne.

6. CONSULTATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables dès publication du présent avis, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

7. ACQUISITION DU DOSSIER DE DEMANDE DE COTATION

Le dossier physique peut être obtenu au Ministère du Commerce (Immeuble rose), Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél : 222 226968 dès publication du présent Avis contre versement d'une somme non remboursable de quinze mille (15 000) francs CFA et présentation de la quittance de versement, payable au compte de l'ARMP ouvert au Trésor Public. Pour les Administrations publiques et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT et au journal des marchés (JDM) de l'ARMP, disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC), conformément aux dispositions du point 444 de la circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant Instructions relatives à l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2026.

8. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel du projet est de dix millions (10 000 000) de francs CFA, Toutes Taxes Comprises.

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré acquitté à la main accompagné du récépissé de la Caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, délivré par un établissement bancaire de premier ordre ou par un organisme financier agréé par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans le cadre des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 11 du DAO, dont le montant s'élève à deux pourcent (2%) de l'enveloppe prévisionnelle, soit une somme de deux cent mille (200.000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. REMISE DES COTATIONS

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

- Pour la soumission en ligne, la cotation devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le _____ à 14heures. Une copie de sauvegarde de la cotation enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS DE CONSULTATION POUR LA DEMANDE DE COTATION N° _____/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU _____ RELATIF A L'EQUIPEMENT DE LA SALLE DE L'OMC. -

- Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;

- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Sous peine de rejet, le prestataire doit fournir l'accusé de réception qui prouve qu'il a effectivement déposé ses offres en ligne et le reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance de paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation (DC) lors du dépôt de la copie de sauvegarde, conformément à la circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finance, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2026 (CIREX 2026). Les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limite de dépôt ne seront pas reçues.

11. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le à **15 heures** par la Commission de Passation des Marchés du Maître d'Ouvrage, dans la Salle de Conférences du Ministère du Commerce sise à l'Immeuble Rose.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12. RECEVABILITE DES COTATIONS

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission.
- Les copies sans indication de l'identité de la demande de cotation;
- la copie de sauvegarde, non accompagné de l'accusé de réception qui prouve que le soumissionnaire a effectivement déposé ses offres en ligne et le reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance d'achat du Dossier de Demande de Cotation, conformément au point 444 de la Circulaire N°0001877/C/MINFI du 31 décembre 2025 portant instructions relatives à l'exécution des lois de Finance, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des autres entités publiques pour l'exercice 2026 (CIREX 2026).

N.B. : Toute offre incomplète conformément aux prescriptions de la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre

les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

13. CRITERES D'EVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

13.1-Critères éliminatoires

- a. de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission;
 - b. de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun;
 - c. des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
 - d. de la non satisfaction d'au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
 - e. du non-respect du format de fichier des offres ;
 - f. de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois (03) dernières années, mais aussi, qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP;
 - g. de la non-conformité aux spécifications techniques de la fourniture ;
 - h. de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation;
 - i. de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
 - j. de la non-conformité du modèle de soumission ;
 - k. de l'absence de prospectus, accompagné des fiches techniques du fabricant ;
 - l. de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
 - m. de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
 - de l'absence ou défaillance de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS;

13.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des candidats porteront sur :

- Présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité, reliure, clarté) ;

- Expérience et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- Attestation du Service après-vente ;
- Attestation de solvabilité bancaire, supérieure ou égale à trois millions (3 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances ;
- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- Délai d'exécution inférieur ou égal à quatre-vingt-dix (90) jours ;
- Proposition technique ou méthodologie d'exécution ;
- Preuves d'acceptation des conditions du marché (cahier des clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) paraphé à chaque page, signé, daté et cacheté à la dernière page avec la mention "lu et approuvé").

14. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

14.1 Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures, objet de la présente Demande de Cotation est de quatre-vingt (90) jours calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

14.2 la livraison se fera au Ministère du Commerce.

15. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont en un lot unique.

16. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises et rabais proposés.

17. DUREE DE VALIDITEDES COTATIONS

Les soumissionnaires restent engagés par leurs cotations pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des cotations.

18. RENSEIGNEMENT COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires relatifs au présent Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, envoyer un SMS ou appeler l'Autorité chargé des Marchés Publics (MINMAP) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 0

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINCOMMERCE
- PRESIDENT CIPM ;
- AFFICHAGE
- CHRONO;
- ARCHIVES.

Yaoundé, le 27/03/2014

LE MINISTRE DU COMMERCE

**NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION NO.
/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF 7 APR 2026 FOR
EQUIPPING THE WTO ROOM. -**

1. PURPOSE OF THE REQUEST FOR QUOTATION

The Minister of Trade hereby launches, on behalf of the Government of the Republic of Cameroon, a Notice of Consultation for a Request for Quotation for equipping the WTO Room.

2. SCOPE OF SERVICES

The service covered by this Request for Quotation shall consist of the supply of :

No.	Item names	Quantities
1	Freedos all-in-one computer	04
2	HP LaserJet PRO M404dne Printer	04
3	LIGHT WAVE Voltage regulator	04
4	Surge-protected power strip, 3500W, 16A, 230V	04
5	Windows 11 Professional 64-bit licence to be installed and activated upon technical handover	04
6	Microsoft Office 2021 Professional licence	04
7	Kaspersky Internet Security plus 4-user licence	04
8	Satellite internet package with 3-month subscription	01
9	Split type wall-mounted air conditioner with outdoor unit plus on-site installation	01

3. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Request for Quotation shall be open on equal terms to all Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law with proven experience in providing this type of service.

4. FUNDING

Funding shall be provided by the 2026 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, budget allocation: No. 60 21 240 33 200000 10411524410.

5. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this Request for Quotation shall be exclusively online on the COLEPS platform.

6. CONSULTATION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

The physical file may be consulted during working hours as soon as this notice is published, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68.

Tender documents may also be consulted on line on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

7. ACQUISITION OF THE REQUEST FOR QUOTATION DOCUMENTS

The physical file can be obtained from the Ministry of Trade (Immeuble rose/Pink Building), Public Contract Service, 1st Floor, Room 106, Tel. : 226968 68, as soon this Notice is published, subject

to payment of a non-refundable fee of 15,000 (fifteen thousand) CFA francs and presentation of the payment receipt, payable to the ARMP account held with the State Treasury. For public authorities, this covers the cost of purchasing the tender documents.

It is also possible to obtain the electronic version of the Request for Quotation (RFQ) documents by downloading it free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms and from the Journal des Marchés (Public Procurement Bulletin) of the ARMP, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, e-tendering shall be subject to payment of the fee for the Request for Quotation (RFQ) documents, in accordance with the provisions of paragraph 444 of Circular No. 0001877C/MINFI of 31 December 2025 containing instructions on the Implementation of Finance Laws, the Monitoring and Control of the Implementation of the State budget and the budget of other public entities for the 2026 financial year.

8. ESTIMATED COST

The estimated cost of the project shall be 10,000,000 (ten million) CFA francs, all taxes included.

9. BID BOND

Each tenderer must enclose with its administrative documents a bid bond, paid in hand, together with a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 10 of the tender documents, the amount of which shall be 2%(two percent) of the estimated budget, i.e. a sum of 200,000 (six hundred thousand) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. SUBMISSION OF QUOTATIONS

Each quotation shall be drafted in English or French.

- For online submission, the quotation must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform by 4 3 2026 at 2 pm at the latest. A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

**NOTICE OF CONSULTATION FOR REQUEST FOR QUOTATION NO.
_____/DC/MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF _____ FOR
EQUIPPING THE WTO ROOM. -**

- File size and format

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

Under penalty of rejection; the service provider must provide the acknowledgement of receipt proving that they have indeed submitted their bids online and the receipt for payment of the bid bond to the Cameroon Deposits and Consignment Fund, as well as the receipt for payment of the fees for purchasing the Request for Quotation (RFQ) documents upon submission of the backup copy, in accordance with Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the implementation of the State budget and the budget of other public entities for the 2026 financial year. (CIREX 2026). Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be accepted.

11. OPENING OF BIDS

The bids shall be opened in a single phase by the Ministry of Trade Tenders Board on _____ at 3 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade, located in the Immeuble Rose (pink building).

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the bid opening session.

Under pain of being rejected, the administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this Quotation. They must be less than 3 (three) months old or have been drawn up after the date of the signing of the Quotation Notice. In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

12. ADMISSIBILITY OF QUOTATIONS

The administrative documents, the technical bid (quotation) and the financial bid (quotation) must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Contracting Authority shall not accept :

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) that do not comply with the tendering method;
- envelopes (bids) without an indication of the identity of the Request for Quotation.
- the backup copy, without acknowledgement of receipt proving that the bidder has indeed submitted its bids online and the receipt for payment of the bid bond to the CDEC, as well as the receipt for purchase of the Request for Quotation (RFQ) documents, in accordance with Paragraph 444 of Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the implementation of the State budget and the budget of other public entities for the 2026 financial year 2026 (CIREX 2026).

N.B: Any bid that is incomplete in accordance with RFQ requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of the RFQ shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no

connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible. In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.00019/LC/MINMAP of 05 June 2024, relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

13. EVALUATION CRITERIA

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Request for Quotation, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

13.1 Eliminatory criteria

- a. failure to produce, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing, other than the bid bond;
- b. failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund ;
- c. false statements, corrupt practices or forged documents;
- d. failure to meet at least 70% of all the essential criteria ;
- e. non-compliance with the bid file format;
- f. the absence of a sworn statement whereby the bidder certifies that it has not abandoned any contract during the last (3) three budget years, but also that its name is not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- g. non-compliance with technical specifications of the supply;
- h. the absence of a quantified unit price in the quotation;
- i. the absence of an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- j. failure to comply with the tender model;
- k. absence of a leaflet with the manufacturer's technical data sheets;
- l. the absence of the dated and signed integrity charter;
- m. failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
- the absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
- the absence or failure of the backup copy in the event of malfunction of the COLEPS platform.

13.2 Essential criteria

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover :

- the presentation of the bid (order of required documents, readability, binding, clarity);
- bidder's experience and references (copies of contracts or Jobbing Orders, (first and last pages), acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- certificate of after-sales service;

- proof of bank solvency, greater than or equal to 3,000,000 (three million) CFA F issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance ;
- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year ;
- completion time less than or equal to 90 (ninety) days ;
- **technical proposal or implementation methodology ;**
- proof of acceptance of the conditions of the contract (the booklet of Special Administrative Clauses and the booklet of Special Technical Clauses initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved").

14. ESTIMATED TIME OF COMPLETION AND PLACE OF DELIVERY

14.1 The maximum period stipulated by the Project Owner for the delivery of supplies covered by this Request for Quotation shall be 90 (ninety) days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

14.2 Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

15. LOTS/ALLOTMENT

The services covered by this Request for Quotation shall be made in a single lot.

16. AWARD OF CONTRACT

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous), including any discounts and rebates offered.

17. VALIDITY OF QUOTATIONS

Bidders shall remain bound by their Quotations for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting Quotations.

18. FURTHER INFORMATION

Further information on this Notice of Consultation for Request for Quotation may be obtained during working hours from the Ministry of Trade, Public Contracts Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>

19. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, send an SMS or call the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) on the following numbers : (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 17/07/2016

THE MINISTER OF TRADE

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Internal Tenders Board to MINCOMMERCE
- Filing ;
- Archives;
- Posting.

